

RAPPORT SUR L'ÉPREUVE ORALE D'ESPAGNOL

Ecoles concernées : ENS (Paris)- ENS de Lyon- ENS
Paris-Saclay- ENPC – Mines de Paris – Ecoles Centrale

Coefficient (en pourcentage du total d'admission) :

ENS Paris-Saclay : 4,6%

ENS de Lyon : 3,3%

ENS (Paris) : 2,7%

ENPC/Mines/Centrale : 3,8%

Membre du jury : Ignacio MUÑOZ BIELSA

Dans l'épreuve orale les candidats reçoivent un texte à commenter tiré de l'actualité espagnole et latino-américaine. Cette année deux documents ont été proposés aux candidats le 4 juin et le 8 juin 2024 :

- “Cuando Feijóo sí podía usar el gallego en las instituciones de la UE”, publié dans publico.es., le 28 mai 2025.
- “Milei, las criptomonedas y la psicopatología del poder”, publié dans clarin.com, le 19 février 2025.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'épreuve consiste en une présentation orale et un échange à partir d'un document écrit. La durée de l'épreuve est de 30 minutes pour la préparation et de 30 minutes pour la présentation orale et l'échange avec le jury.

Dans un premier temps, les candidats doivent présenter un compte rendu qui permettra au jury de vérifier l'étendue de leur compréhension écrite. Il est important de présenter brièvement la thématique principale du document proposé ; il est inutile de mentionner la source, l'auteur et la date de publication. Ensuite, les candidats résument l'article de manière précise et structurée, en insistant sur les points saillants. Ensuite, à partir d'une problématique, ils développent un commentaire argumenté sur la base de la thématique du texte proposé.

Au moment de l'échange avec le jury, les candidats sont questionnés sur les points principaux de leurs exposés. D'une façon générale, le but de l'épreuve est de vérifier le niveau d'espagnol des candidats. Néanmoins, le jury cherche aussi à connaître leur capacité d'analyse, la maîtrise d'une méthodologie adaptée et la richesse et la pertinence des arguments qu'ils avancent.

En ce qui concerne les connaissances de culture générale, l'épreuve ne cherche pas à valider une maîtrise encyclopédique de la culture espagnole ou hispano-américaine, mais à vérifier la capacité des candidats d'utiliser leurs connaissances de façon logique et juste. Il est conseillé d'être attentif aux questions posées par le jury, dans le but d'inciter les candidats à préciser leur pensée et à complexifier leur niveau de langue. L'aptitude à communiquer et la fluidité du discours sont aussi des aspects fondamentaux à ne pas négliger.

Rappelons enfin que dans le cadre de la préparation à ce type de concours, une lecture régulière de la presse hispanique et le suivi de l'actualité dans les principaux pays de langue espagnole permettent de compléter les apprentissages en classes préparatoires.

RAPPORT SUR L'ÉPREUVE ORALE D'ESPAGNOL

SESSION 2025

Le niveau des candidats de cette année s'est révélé assez varié, avec des notes comprises entre 8 et 20 et une note moyenne de 14,5. Il convient de garder à l'esprit que plus les candidats maîtrisent la langue, moins ils ont de difficultés à développer un commentaire riche et structuré et à échanger avec le jury avec aisance et profondeur.

Les raisons pour lesquelles certains candidats ont perdu des points sont variées. Il y a principalement trois éléments à prendre en compte:

- Problèmes de compréhension du document : le candidat propose un compte rendu incomplet et lacunaire, et la problématique énoncée s'éloigne du thème principal du document. Les candidats qui rencontrent le plus de difficultés sont sans doute ceux dont le niveau de langue est plus faible.
- Problèmes de méthodologie : le candidat ne répond pas à la problématique présentée, principalement en raison d'un manque de compréhension et d'un niveau de langue insuffisant.
- Manque d'écoute : le travail du jury consiste à éclairer le fond de la pensée du candidat, afin de savoir si ses arguments relèvent du bon sens ou s'ils sont erronés ou mal orientés. Il est vivement recommandé d'écouter attentivement les questions du jury, qui cherche parfois à offrir aux candidats stressés l'opportunité de préciser leurs idées et de complexifier leur niveau de langue.

Il convient de signaler les éléments qui ont permis de différencier les bons candidats des candidats excellents. Parmi ces éléments, le jury a relevé en particulier les erreurs suivantes :

- Accord de genre et/ou de nombre : "*personas que recibió*", "*cuentas público*" ou "*el utilización de*", par exemple.
- Problèmes d'utilisation du subjonctif : "*el riesgo que desaparece*",
- Gallicismes : "*populaciones*", "*en termos de*", "*se recordar*", "*un otro*".
- Conjugaison erronée : "*elegió*", "*se recordar*", "
- Manque de prise de risques : un espagnol limité, sans recours au passé simple ou à des formes du subjonctif, vocabulaire simple, manque de maîtrise des connecteurs et des pronoms.
- Erreurs dans la différenciation de "*por*" et "*para*".

La moitié des candidats ont eu des difficultés à produire une restitution des documents cohérente et structurée, sans redites. Plusieurs raisons peuvent être mises en avant, notamment un niveau de langue insuffisant ou une méthodologie mal maîtrisée. Il est conseillé de continuer à travailler sur la compréhension écrite, afin de dégager clairement le thème central des documents, condition essentielle pour éviter un résumé trop linéaire et pour bien entamer la présentation du contenu du texte.

En ce qui concerne le commentaire, le jury aurait souhaité trouver, chez la plupart des candidats une idée directrice permettant une structuration plus cohérente et une restitution plus claire. En général, les candidats ont montré des carences dans l'utilisation de structures complexes. Il en est résulté une difficulté à défendre une position, alors même que l'exercice est conçu pour les obliger à utiliser la langue en situation d'argumentation.

Certains candidats ont fait preuve de problèmes de communication, avec de nombreux silences et un débit haché, révélant un niveau de langue encore insuffisant. Certains candidats ne terminaient pas leurs mots et d'autres recherchaient excessivement leurs mots, malgré la relative correction de leur discours. La recherche d'un espagnol parfait entraîne parfois un débit si saccadé qu'il est plus pénalisant que les quelques erreurs sans importance que le candidat pourrait commettre.

SUJET 1

Cuando Feijóo sí pedía usar el gallego en las instituciones de la UE

El Alberto Núñez Feijóo que hoy denosta la posibilidad de que las lenguas cooficiales del Estado lo sean también en las instituciones de la Unión Europea es el mismo que hace 15 años pedía usar el gallego ante esos mismo organismos cuando era presidente de la Xunta. O no. Porque el idioma de sus padres, en el que, según el Instituto Galego de Estatística, aprendieron a hablar más 877.000 personas de su país y que emplean a diario cerca de 1,2 millones de sus conciudadanos, ya gozaba de reconocimiento legal en la UE.

El régimen lingüístico de la Unión parece complicado, pero resumirlo en cuatro líneas no es, en realidad, muy difícil: hay 24 lenguas de trabajo en las que se deben publicar todas las normas comunitarias y en las que los europeos, sus representantes políticos y sus Estados y funcionarios tienen derecho a dirigirse a y recibir respuesta de las instituciones comunitarias. De entre esas 24, tres – inglés, francés y alemán– gozan de un estatus oficioso pero consolidado de idiomas más habituales.

Además, cada Estado miembro puede instar acuerdos y firmar con cada institución los convenios bilaterales que considere convenientes para promover y permitir el uso de otras lenguas minoritarias o minorizadas en su territorio, siempre que no se vulneren los principios básicos citados y, casi siempre, asumiendo los costes de traducción y/o interpretación que se deriven.

Fue lo que hizo España hace 20 años, cuando el Consejo de Ministros de la UE aprobó el uso del gallego, el catalán y el euskera en las intervenciones orales en sus sesiones y en las de otras instituciones; así como en las comunicaciones de los y las ciudadanas con ellas y, también, para que se publicaran en esos idiomas los actos administrativos y legales adoptados por el Parlamento y el Consejo mediante el procedimiento de codecisión.

A raíz de la aprobación de ese documento el 13 de junio de 2005, el Gobierno de José Luis Rodríguez Zapatero firmó convenios para desarrollarlo con el Consejo de la Unión Europea, la Comisión Europea, el Tribunal de Justicia de la UE, el Defensor del Pueblo Europeo, el Comité de las Regiones y el Comité Económico y Social Europeo.

Desgranarlos todos podría aburrir al lector, pero baste para que éste se haga una idea del asunto una breve cita del acuerdo con el Consejo de la UE, la institución que representa a cada Estado y que los coordina a todos, suscrito en 2006: "Los representantes de España podrán, si ha lugar, utilizar en una sesión del Consejo una de las lenguas distintas del castellano reconocidas como lenguas oficiales en la Constitución española". Las únicas condiciones son que España avise con antelación y que existan medio humanos y técnicos disponibles.

La primera vez que Feijóo viajó como presidente de la Xunta a Bruselas fue en octubre de 2009, pocos meses después de ganar su primera mayoría absoluta en Galicia y poco antes de que España firmara, el 16 de noviembre de ese año, el correspondiente convenio lingüístico con el Comité de las Regiones. Desde entonces, el líder del PP intervino varias veces en ese organismo usando el gallego y con intérprete. Aún quedan periodistas y traductores que lo recuerdan.(...)

El artículo 3 del Tratado de la Unión Europea (Maastricht, Países Bajos, 1992) establece que la Unión, donde 40 millones de personas –uno de cada diez ciudadanos– hablan lenguas que no son mayoritarias en el Estado en el que viven, tiene que "respetar la riqueza de su diversidad cultural y lingüística". (...)

Lo que España propone y a lo que Feijóo se opone –que las lenguas cooficiales en España los sean en la UE– sigue esa senda normativa de los tratados y, además, tampoco es algo excepcional. Irlanda logró hace tres años que se le reconociera ese mismo estatus al gaélico, que cuenta con 1,8 millones de hablantes frente a los 8,5 millones de ciudadanos del Estado español que usan habitualmente el catalán, el euskera o el gallego. La UE aceptó la oficialidad del gaélico en enero de 2022, cuando Feijóo aún presidía la Xunta. Era el mismo político que ahora que preside el PP. O no.

Juan Oliver, publico.es, 28/05/2025

SUJET2

Milei, las criptomonedas y la psicopatología del poder

Hay que responder a dos preguntas que son centrales. 1) ¿Qué fue lo que pasó en la mente de un gobernante exitoso para hacer lo que hizo?, 2) ¿Cuál es y cuál será la responsabilidad del Estado argentino por la conducta del presidente Milei?

La calificación penal de la conducta presidencial como negligente o dolosa es un tema menor. Haya sido estafado o bien haya sido partícipe en una estafa internacional. Sus palabras de promoción y apoyo a esa criptomoneda han tenido consecuencias y han generado millonarios y ruinas económicas.

Este es hoy un debate central en las democracias modernas. Hasta qué punto las redes sociales expresadas en cuentas públicas o privadas de un presidente, son la expresión de la voluntad del Estado. Y hasta qué punto, generan responsabilidad reparatoria estatal.

¿Qué diferencia jurídica y política hay entre las palabras de un presidente expresadas en sus cuentas privadas y las expresadas en cuentas públicas?

Se debe recordar que la promoción que hace Javier Milei de esta criptomoneda la realiza en su cuenta privada. Pero también que la hace al cierre de los mercados bursátiles el último día de la semana, con tres días de feriados consecutivos.

Es decir, con pleno conocimiento para un especialista de que el movimiento y la respuesta de los mercados estaría suspendido durante tres largos días.

Mi posición es clara: Las palabras de un presidente expresadas en redes sociales, sean cuantas públicas o privadas, constituyen actos estatales y generan responsabilidad penal, civil y política. Esta es la lógica del mundo digital que hoy marca a las democracias del siglo XXI. Los boletines oficiales han sido, en gran medida, reemplazados por las cuentas presidenciales en redes sociales.

Esta introducción sirve para sostener que las palabras de promoción y apoyo de Javier Milei a esta criptomoneda son expresiones del Estado argentino y generan responsabilidad estatal, más allá de que hayan sido publicadas en su cuenta privada.

El destinatario virtual no distingue si el mensaje llega desde una cuenta pública o privada, solo mira el mensaje y quien lo firma, y, por esa razón, el presidente Milei deberá responder judicialmente de sus dichos como funcionario público que es.

En Argentina tenemos sobrados ejemplos de cómo un gobernante exitoso, como lo es ahora Milei, cae fácilmente en el encandilamiento de su propia imagen. El narcisismo del poder, la creencia en su impunidad y en su eternidad. Ya nos pasó con Cristina Fernández de Kirchner con el “vamos por todo” en el esplendor de su popularidad. O bien con el uso de los DDHH. para castigar y descalificar al adversario político en juzgamientos públicos. O bien la justificación en la lucha contra el neoliberalismo para lavar activos provenientes de la corrupción.

Y Milei, que apareció como un diferente, que venía a ayudarnos a escapar del espanto de un gobierno marcado por la incompetencia y la corrupción, cae en lo mismo o muy parecido. No hay mucha diferencia entre la estafa con las criptomonedas y la fiesta de Olivos de Alberto Fernández o con la causa de los cuadernos de Cristina.

Solo un cambio de formas. La participación de Milei en esta estafa digital internacional está fuera de toda duda. Sea por incompetencia o sea por dolo.

La psicopatología del poder es un segmento de la psicología social que analiza los comportamientos gubernamentales. Ese análisis está condicionado al marco cultural de cada sociedad.

La sociedad argentina está marcada por la dialéctica del éxito y de la derrota. A los gobernantes exitosos, los argentinos les perdonamos casi todo, no nos importa demasiado el costo penal o el costo ético-social del éxito.

A un gobernante exitoso como lo es Milei, por sus aciertos en la macroeconomía, le está pasando lo mismo que a Cristina Fernández de Kirchner en el esplendor de su poder. Ambos parecen haber caído en la ilusión narcisista de encandilarse con su propia imagen. Milei pensó que sus éxitos en la lucha contra la inflación lo habilitaban a todo, a ir por todo, como nos decía la ex presidenta.

Esta parecería ser la marca argentina del éxito gubernamental: La impunidad del poder. Milei decidió usar las redes sociales como instrumento de poder. Como Cristina lo hacía en sus mensajes por Cadena Nacional.

Juan Carlos Vega, clarin.com, 19/02/2025